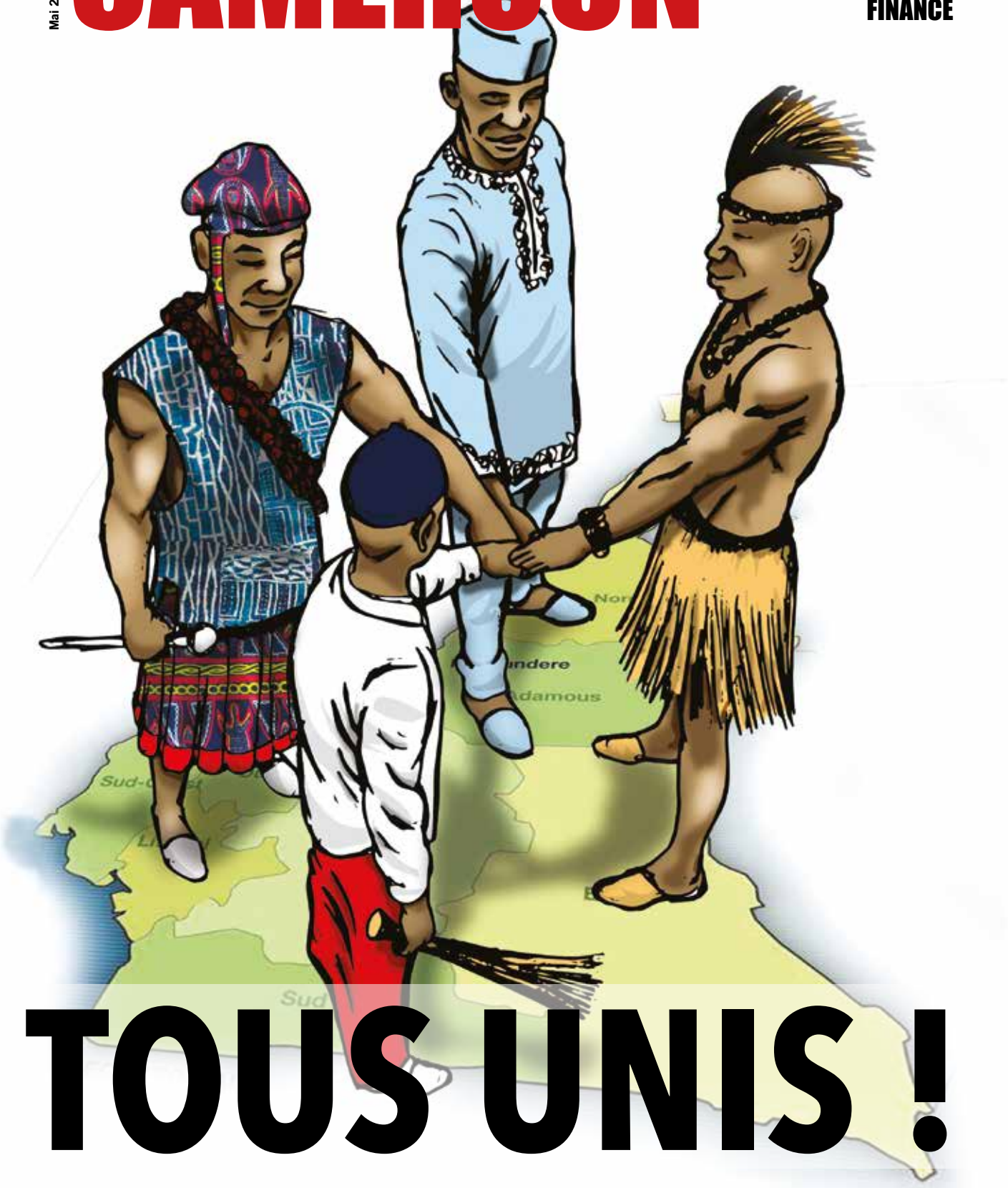
INVESTIR AU CAMEROUN

Mai 2018 - N° 73

GRANDS CHANTIERS
AGRICULTURE
ENERGIE
MINES
INDUSTRIE
SERVICES
FINANCE



TOUS UNIS !

GRATUIT – NE PEUT ÊTRE VENDU

INVESTIRAU CAMEROUN .COM

Retrouvez chaque jour l'actualité économique du Cameroun

Compatible tablettes et smartphones

APP DISPONIBLE POUR IOS ET ANDROID

Par Brice R. Mbodiam

A l'unisson, derrière l'unité nationale

Depuis 1972, l'unité nationale tant jalousée par les Camerounais de tous bords n'a jamais été autant menacée. Loin des agitations isolées jadis conduites, tous les 1er octobre, par des membres du Southern Cameroon National Council (Scnc), groupuscule de personnes n'appartenant ni à un parti politique reconnu ni à une association légale ; le Cameroun fait face, depuis bientôt 2 ans, à de véritables agresseurs de son unité. Profitant de revendications corporatistes plus ou moins légitimes, conduites par des avocats et des enseignants, ces pourfendeurs de l'unité nationale, sous le masque de la « *cause anglophone* », ont transformé des pans entiers des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest en villages fantômes ou cimetières.

Villages fantômes vidés de leurs habitants partis s'installer dans un pays voisin ou d'autres villes du Cameroun, pour fuir les affrontements entre l'armée et les sécessionnistes ; et cimetières pour des agents publics et des forces de défense généralement lâchement abattus par des bandes armées revendiquant l'indépendance du Cameroun anglophone. Mais ces apôtres de la « *cause anglophone* » peuvent difficilement expliquer pourquoi parmi leurs victimes, ils s'en trouvent qui sont des ressortissants de cette aire géographique et culturelle, pour laquelle ils se font pourtant passer pour les défenseurs acharnés. En effet, parmi les militaires, policiers, gendarmes et autres fonctionnaires tombés au champ d'honneur dans la partie anglophone du Cameroun ces derniers mois, nombreux sont des anglophones ! Des personnes dont les sécessionnistes disent pourtant vouloir défendre la cause.

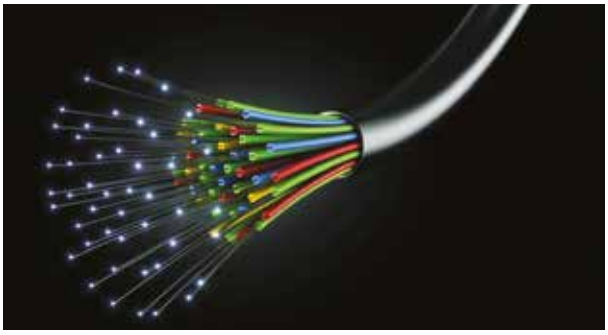
Cette réalité qui crève les yeux, et qui devrait inciter à un aggiornamento de la part des propagandistes de la crise anglophone, a le bonheur de mettre en échec une tentative machiavélique qui a consisté, à un certain moment, à faire passer les tensions que vit la partie anglophone du Cameroun pour une sorte de conflit entre anglophones et francophones. Non, il s'agit plus vraisemblablement d'un mouvement d'opportunistes, de larrons qui ont saisi l'occasion de revendications des avocats et des enseignants pour chercher à dérober au Cameroun son unité.

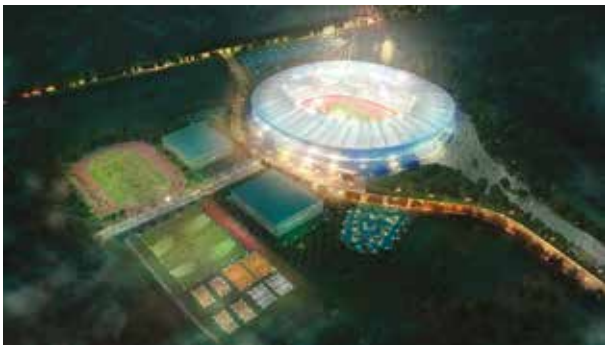
Pour quels desseins ? *That's the question*. Bien malin celui qui se croit capable de répondre à cette interrogation avec certitude, même si certaines pistes peuvent constituer un début de réponse. Il en est par exemple, de ces écrits et déclarations officiels révélant la signature de contrats pétroliers entre les leaders sécessionnistes de la république virtuelle d'Ambazonie (nom que devrait prendre la partie anglophone, en cas de partition du pays), et une firme pétrogazière étrangère spécialisée dans le soutien aux mouvements indépendantistes, avec pour ambition de pouvoir ensuite se nourrir gloutonnement de la charogne.

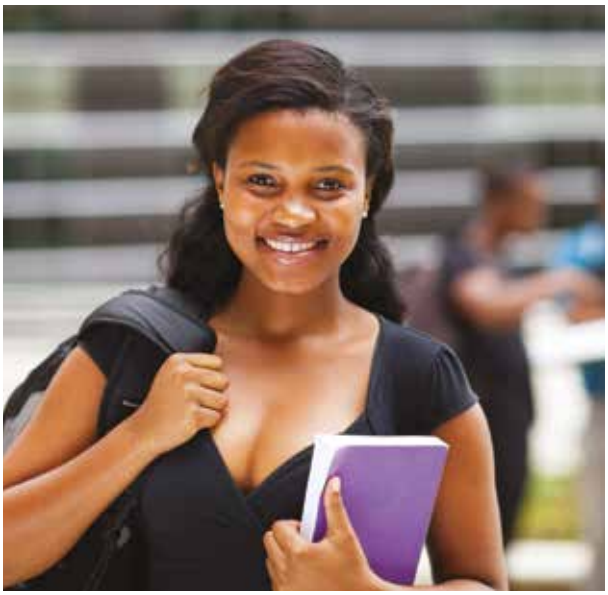
Ce type de révélation, et certainement des analyses dépassionnées sur les véritables tenants et aboutissants de cette crise qui perdure après autant de concessions faites par le gouvernement, ont probablement quelque chose à voir avec l'extinction de ce qui s'est apparenté, au début, à une sorte de soutien à l'endroit des sécessionnistes. En effet, très rapidement, les messages hostiles à l'unité nationale, ou encore ces images filmées au téléphone portable montrant la diaspora anglophone proclamant le désir d'indépendance des régions du nord-ouest et du sud-ouest du Cameroun se sont tus sur les réseaux sociaux, comme par enchantement. Une observation plus affinée permet de situer la fin de cette propagande au début des assassinats ciblés dans les régions anglophones.

Une transformation de revendications professionnelles en revendications politiques, puis en barbarie pure et simple, contre laquelle certains leaders du mouvement sécessionniste sont eux-mêmes opposés aujourd'hui. Et qui révèle surtout, aux yeux des anglophones de Bertoua, Garoua, Maroua, Buea, Bamenda, Douala, etc. – Eh oui, il y en a partout désormais, avec l'attrait qu'exerce depuis quelques années le sous-système éducatif anglophone sur les familles francophones – que ces prétendus messies venus soi-disant les sauver d'on ne sait trop quoi, ne nourrissent pas des ambitions aussi saines qu'ils le prétendent. Dans ce cas, ils doivent être combattus, du nord au sud, de l'est à l'ouest, du nord-ouest au sud-ouest afin que perdure l'unité du pays, si chèrement acquise. Et derrière laquelle il faut faire bloc. Avec la solidité d'un roc.

AU SOMMAIRE







03 • A l'unisson, derrière l'unité nationale

06 • Une résilience à toute épreuve

08 • Boko Haram coûte au pays l'équivalent de 1% à 2% du PIB

10 • Un vent permanent de réformes, pour un Cameroun en marche vers son objectif d'émergence en 2035

12 • Le Cameroun entre dans le cercle fermé des producteurs de gaz naturel

13 • Plateforme portuaire stratégique sur toute la côte ouest-africaine

14 • De l'électricité dans l'air

15 • Visages et virages des projets routiers et autoroutiers

16 • Yagoua-Bongor : Un pont de 650 mètres pour intensifier le commerce avec le Tchad

17 • Route Enugu-Bamenda : 170 millions de consommateurs au bout de 443 km de bitume

18 • Le bulldozer chinois dans les chantiers du Cameroun

20 • Des avancées notables sur les infrastructures qui accueilleront la compétition

22 • Stade d'Olembe, joyau en perspective et symbole de l'unité nationale

24 • Le Cameroun, véritable carrefour des infrastructures télécoms

28 • Silicon Mountain : un hub technologique au pied du mont Cameroun, dans le Sud-Ouest

30 • Il souffle un air de start-up au Cameroun

32 • Le gouvernement intensifie son soutien aux start-ups

34 • Cameroun, pilier majeur de la Cemac

INVESTIR AU CAMEROUN

Editeur
Stratline Limited

Directrice de la publication
Yasmine BAHRI-DOMON

Rédaction
Brice R. MBODIAM, Sylvain ANDZONGO, Idriss LINGE, MURIEL EDJO.

Opérateur
Médiamania Sàrl
www.mediamania.pro
Maquette : Jérémie FLAUX, Réalisation web : Christian ZANARDI, Corrections : Souha TOURE

Régie publicitaire
regiepub@investiraucameroun.com
Au Cameroun
Albert MASSIMB, almassimb@yahoo.fr
Tel : 00 237 694 66 94 59

Impression
Rotimpres, Aiguaviva, Espagne

Distribution Cameroun
Albert MASSIMB, almassimb@yahoo.fr
Tel : 00 237 694 66 94 59

Gratuit – Ne peut être vendu

info@investiraucameroun.com - www.investiraucameroun.com

Une résilience à toute épreuve

En dépit des défis sécuritaires dans l'Extrême-Nord et les régions anglophones, ou encore de l'entrée en vigueur des Accords de partenariat économique, l'économie camerounaise résiste, depuis fin 2015, aux soubresauts d'un environnement sous-régional et mondial plutôt morose.

« *L'économie camerounaise, la plus forte et la plus diversifiée de la Cemac, a longtemps été résiliente aux chocs, mais montre ses premiers signes de ralentissement* ». Tel est le constat fait par la Banque africaine de développement (BAD) dans son dernier rapport pays (2017) sur le Cameroun. Selon l'institution financière panafricaine, cette situation est la conséquence de l'impact négatif qu'ont eu sur la demande intérieure et extérieure, des facteurs endogènes et exogènes tels que « *la récession économique au Nigeria, la crise qui s'accentue dans la Cemac et les perturbations dans la zone anglophone du pays* ».
A ces facteurs, il faut ajouter la lutte que l'armée camerounaise livre depuis 5 ans dans la région de l'Extrême-Nord du pays contre la secte islamiste nigériane Boko Haram ; et l'entrée en vigueur des Accords de partenariat économique (APE) avec l'Union européenne, qui a contribué à réduire les recettes douanières.
Il en est de même de la chute du prix du baril de pétrole brut sur le marché international, produit dont les revenus représentaient souvent jusqu'à 25% des recettes publiques au Cameroun. Cette conjoncture morose autour du brut, souligne la BAD dans son rapport, a d'ailleurs provoqué, au Cameroun, une « *contraction des activités extractives* », à cause du report des investissements dans les activités d'exploration et de production du gaz et du pétrole.

> L'économie camerounaise est la plus forte et la plus diversifiée de la Cemac, selon la BAD.

Au demeurant, en dépit de « *ces premiers signes de ralentissement* » de l'économie camerounaise en 2017, la BAD prévoit une embellie en 2018 et 2019, avec des taux de croissance respectifs de 4,1 et 4,8%. Bien que ces taux soient largement inférieurs aux 5,8% enregistrés de 2013 à 2015, ils multiplient pratiquement par deux les 2,1% projetés au cours de l'année 2018 dans la zone Cemac (selon le Comité de politique monétaire de la Beac), espace communautaire dont le Cameroun est la locomotive économique. Cette amélioration annoncée de la situation économique du Cameroun sera principalement portée, souligne la BAD, par une « *offre accrue d'énergie résultant de la mise en production de nouveaux barrages hydroélectriques. Le développement de la sylviculture et de chaînes de valeurs agro-industrielles, ainsi que la réduction des importations au profit de la pro-*

En 2016, le Cameroun a enregistré 1 615 milliards de francs CFA de recettes non pétrolières, soit une progression exponentielle de 70% en 5 ans.

duction locale, devraient également dynamiser la croissance ».

LE SATISFÉCIT DU FMI

Au plan institutionnel, le Cameroun, selon les analystes, tient sa résilience actuelle d'une mobilisation accrue des recettes fiscalo-douanières. A titre d'exemple, au terme de l'exercice budgétaire 2016, la Direction générale des impôts du Ministère des finances a collecté une enveloppe totale de recettes non pétrolières estimée à 1615 milliards de francs CFA. Comparées aux 988 milliards de francs CFA collectés au terme de l'année fiscale 2011, ces statistiques officielles révèlent une progression exponentielle du volume des recettes d'environ 70%, sur une période de 5 ans. A l'origine de cette performance, explique-t-on à la Direction générale des impôts, se trouvent les différentes réformes visant à simplifier et à dématérialiser les procédures, ainsi que l'élargissement de l'assiette fiscale.

A ces réformes, il faut ajouter la conquête de nouvelles niches fiscales (impôt sur les communications électroniques, taxe sur les nuitées d'hôtel, hausse de la taxe à l'exportation du bois, renforcement de la collecte de la taxe foncière, réorganisation de la collecte de la vignette automobile et de la taxe d'aéroport, etc.) et une gestion plus efficiente de la trésorerie de l'Etat. Toutes ces mesures ont concouru à la réduction du déficit budgétaire du pays, qui, selon les statistiques de la Beac, s'est établi à seulement -2,5% du PIB en 2017, après avoir atteint un pic de -6% du PIB en 2016. Cette année-là, en dépit de ce déficit budgétaire plutôt important, l'on se souvient que la directrice générale du FMI, Christine Lagarde, avait déjà salué la résilience de l'économie camerounaise.

En effet, au cours de sa première visite au Cameroun, du 7 au 9 janvier 2016, Mme Lagarde s'était félicitée des « *très bons résultats* » affichés par l'économie camerounaise, grâce notamment à une *« bonne résilience face au double choc »*. La DG du FMI faisait alors référence à la lutte contre la secte islamiste nigériane Boko Haram, qui sévit encore dans l'Extrême-Nord du Cameroun à coups d'attaques armées et d'attentats suicides, et à la baisse des cours mondiaux du pétrole brut ; autant d'obstacles qui n'ont pas encore réussi à faire rompre une économie camerounaise bâtie sur le socle de la diversification des produits.

Une diversification saluée par le cabinet américain Frontier Strategy Group, qui, dans son classement 2016 des pays les plus résilients aux chocs extérieurs, avait aligné le Cameroun à la 21ème place en Afrique subsaharienne, et en tête dans la zone Cemac, devant le Gabon, alors classé 24ème à l'échelle africaine.

Brice R. Mbodiam

Boko Haram coûte au pays l'équivalent de 1% à 2% du PIB

1% à 2% du PIB. Selon le FMI, c'est l'impact qu'a sur les finances publiques la lutte contre cette secte islamiste nigériane, dont les exactions dans l'Extrême-Nord ont officiellement fait perdre 90 milliards de francs CFA au secteur de l'élevage et des pêches, sur la période 2012-2016.

Afin de neutraliser les velléités de Boko Haram, le gouvernement camerounais a mis en place un dispositif sécuritaire efficace mais coûteux…

Le financement du déploiement de l'armée camerounaise le long de la frontière avec le Nigeria, dans la région de l'Extrême-Nord, ainsi que la participation à la Force multinationale mixte, constituée par les armées de quatre Etats du Golfe de Guinée en proie à la menace de la secte terroriste nigériane Boko Haram, ont sérieusement grevé le budget de l'Etat camerounais. C'est du moins ce que révèle le FMI dans son rapport sur les perspectives économiques de l'Afrique subsaharienne à fin avril 2016.
Selon cette institution de Bretton Woods, au Cameroun, bien que « *la menace du terrorisme se concentre dans les régions rurales et pauvres* », celle-ci a « *provoqué une augmentation des dépenses de sécurité, dont l'impact budgétaire se situe aux alentours de 1 à 2% du PIB* ».
Concrètement, en considérant cette estimation du FMI et le PIB du Cameroun, que la Banque mondiale situait à 32,05 milliards de dollars US en 2014, soit plus de 17 000 milliards de francs CFA ; la guerre contre Boko Haram avait déjà coûté, à fin avril 2016, entre 170 et 340 milliards de francs CFA au Trésor public camerounais.
Au bas mot, en plus des pertes en vies humaines, officiellement estimées à plus de 1000 personnes depuis 2013, Boko Haram a déjà fait dépenser au gouvernement camerounais plus de l'enveloppe budgétaire de 163 milliards de francs CFA nécessaire à la construction, dans la capitale, d'un stade de 60 000 places devant abriter les matches de la CAN 2019. La borne supérieure de l'estimation du FMI correspondant, quant à elle, à plus de 80% des financements nécessaires (400 milliards FCFA) pour que le gouvernement camerounais construise, sur fonds propres, la centrale hydroélectrique de Natchigal, d'une capacité de production de 400 MW.
A ces pertes déjà astronomiques, et qui ont augmenté à ce jour, puisque le gouvernement maintient son dispositif de lutte contre les terroristes dans la région de l'Extrême-Nord ; il faut ajouter le manque à gagner cumulé de 90 milliards de francs CFA causé au secteur de l'élevage et des pêches par les exactions de Boko Haram. Cette évaluation est contenue dans une étude réalisée par le Ministère de l'élevage, des pêches et des industries animales (Minepia), sur la période 2012-2016.
Concrètement, ces pertes dans le secteur de l'élevage sont consécutives, souligne le rapport, « *aux vols, rapts, tueries d'animaux, aux maladies animales et à la baisse de la valeur commerciale des animaux* ».
Dans le détail, apprend-on, les pertes dues à la baisse de la valeur commerciale des animaux représentent 82% des pertes totales du secteur de l'élevage, contre 15,5% pour les pertes dues aux vols, rapts, tueries des animaux, et seulement 2,5% pour les pertes dues aux maladies animales.
« *L'évaluation des impacts sociaux sur les pêches a porté sur l'observation du marché du poisson. On a ainsi pu observer une réduction des captures et, par conséquent, une réduction des quantités commercialisées de moitié, tout au long de la période observée, les pêcheurs n'ayant plus accès aux zones de pêche ou tout simplement ayant abandonné l'activité. L'effet cumulé de la réduction a abouti à une perte d'activité évaluée sur le plan financier à 8,5 milliards de francs CFA* », souligne le rapport du Minepia.

> La guerre contre Boko Haram a coûté, à fin avril 2016, entre 170 et 340 milliards de francs CFA au Trésor public camerounais, un montant supérieur aux 163 milliards de francs CFA nécessaires à la construction, à Yaoundé, d'un stade de 60 000 places pour la CAN 2019.

REVENDICATIONS SÉCESSIONNISTES

A côté de Boko Haram, qui a pratiquement lessivé l'économie de la région de l'Extrême-Nord, le Cameroun fait face, depuis octobre 2016, à une nouvelle crise sécuritaire dans les deux régions anglophones du pays. En effet, des manifestations corporatistes, portées par des enseignants et des avocats, se sont ensuite muées en revendications sécessionnistes. La montée en puissance de ces revendications, ponctuées notamment par des prises d'otages et des assassinats ciblés des agents des forces de défense et du maintien de l'ordre, a amené le gouvernement à déployer l'armée dans les régions du nord-ouest et du sud-ouest. A grands frais, une fois de plus.
En plus de ces dépenses sécuritaires qui ne cessent de prendre du volume, il faut ajouter les impacts de cette dernière crise sur le tissu économique, avec le ralentissement notable des activités des entreprises dans cette partie du pays, à l'instar de cette entreprise brassicole de la place, dont les ventes ont chuté de 10% à cause des tensions dans les deux régions. La production cacaoyère de la région du sud-ouest, l'un des plus grands bassins de production du Cameroun, a également été siphonnée par des acheteurs opportunistes venus du Nigeria. En effet, selon l'Office national du cacao et du café, ce phénomène s'est accentué depuis le déclenchement de la crise dans les régions anglophones, plusieurs producteurs ayant décidé de brader leurs produits pour fuir l'insécurité créée dans les villages par la traque des sécessionnistes.

Brice R. Mbodiam

Un vent permanent de réformes, pour un Cameroun en marche vers son objectif d'émergence en 2035

Lorsqu'il sollicite un nouveau mandat en 2011, le président de la République, Paul Biya, qui vient d'achever son précédent mandat sur le socle des « grandes ambitions », repositionne son pays dans une nouvelle dynamique de « grandes réalisations », avec à la clé de nombreuses réformes.

En campagne pour une réélection au poste de président de la République, le président Paul Biya s'était engagé à conduire son pays dans une dynamique de « Grandes réalisations ». Un objectif qui passait par des réformes susceptibles d'aborder de manière globale l'ensemble des défis et ambitions du Cameroun. Parvenir à un tel résultat nécessitait, au-delà de l'engagement politique, une implication financière conséquente. Dans une Afrique où le moindre changement doit être bien examiné avant sa mise en œuvre, le projet ne s'annonçait pas aisé.

Près de 7 ans après, et malgré des vents contraires et la survenance des défis sécuritaires, notamment dans la région de l'extrême-nord et la partie anglophone du pays, le leader camerounais a maintenu le cap. « *Ni les dépenses supplémentaires occasionnées par l'effort de guerre contre le terrorisme, ni même les perturbations de l'activité économique dans les zones attaquées n'ont pu nous empêcher d'atteindre nos objectifs…* », déclarait-il à la nation, le 31 décembre 2015. Bien que transversales pour certaines, les plus grandes réformes ont cependant touché les secteurs de l'économie et de la politique.

ECONOMIE : OUVRIR LE PAYS À PLUS D'OPPORTUNITÉS ET RENFORCER LA BASE DE PRODUCTION

Une des grandes réformes économiques du septennat qui s'achève est celle du changement de la forme juridique des relations commerciales avec l'Union européenne, encore connue sous le vocable Accords de partenariat économique (APE).

Même si le Cameroun est actuellement sous le régime d'un accord intérimaire, le changement n'est pas des moindres. Progressivement, les barrières tarifaires tomberont sur un ensemble de produits dont le Cameroun a besoin pour doper son économie. Dans le même temps, ses produits continueront d'être vendus sur le marché européen avec un régime préférentiel, sous réserve du respect des normes et des standards. Mais, pour tirer pleinement avantage de ces accords, le Cameroun a besoin de produire davantage, et d'être compétitif sur ses coûts de production. C'est dans cette logique que semblent s'inscrire et se justifier les réformes fiscales successives en faveur de l'investissement et du secteur privé. Ainsi, les sociétés qui réinvestissent une part importante de leurs bénéfices ont droit à des abattements d'impôts. Un autre grand axe de la réforme fiscale a été celui supprimant certaines charges sur les salaires payés à des nouveaux recrutés de l'enseignement supérieur camerounais. Motivées par le gain derrière cette réforme, de nombreuses grandes sociétés ont redessiné le profil de leurs ressources humaines.

Conscient de ce que le financement de la compétitivité peut être parfois difficile à obtenir dans le pays, le Cameroun a mis en place des incitations fiscales pour les entreprises qui lancent des appels publics à l'épargne, ou qui ouvrent leur capital en bourse. De même, une nouvelle loi sur la promotion des investissements promulguée en 2013 réduit considérablement les coûts à l'investissement sur de nouveaux projets. Entré dans une période difficile, avec la baisse des réserves de change de la zone Cemac dont il est le leader, le Cameroun a dû revoir son mode de financement, en favorisant l'élargissement de l'assiette fiscale à des sources de recettes publiques comme la taxe foncière ou encore l'impôt sur les communications électroniques.

Le Cameroun a mis en œuvre plusieurs réformes fiscales successives en faveur de l'investissement et du secteur privé.

POLITIQUE : LA MISE EN PLACE DES INSTITUTIONS PRÉVUES PAR LA CONSTITUTION

La dernière réforme institutionnelle majeure la plus commentée au Cameroun est la mise en place rapide du Conseil constitutionnel. Une promesse faite par le président Paul Biya dans son discours à la nation de la fin décembre 2017. « *Le parachèvement de la mise en place des institutions prévues par la Constitution permettra de consolider l'Etat de droit et ouvrira une nouvelle page de notre processus démocratique* », faisait-il savoir. Une déclaration qui s'est concrétisée quelques mois après. Le 7 février 2018, les 11 sages de l'instance étaient nommés. Même si cette réforme a donné lieu à des appréciations assez diverses, le Conseil constitutionnel n'a pas attendu pour se mettre au travail, et a pris à bras le corps la question du cumul des mandats des élus de la nation avec d'autres postes. Une réalité qui a touché particulièrement le Sénat, une autre instance constitutionnelle mise en place durant le septennat courant. Avec un deuxième mandat entamé il y a peu, le Sénat camerounais se construit progressivement une expérience dans son rôle. Toujours dans le registre des réformes politiques, une des dynamiques observées est celle de la décentralisation. Même si les arbitrages dans la mise en œuvre ont pris plus de temps, la décentralisation est devenue un sujet de discussion dans le pays, et un objectif connu. La création récente d'un ministère spécialement dédié à la réalisation de cette réforme institutionnelle devrait accélérer le processus. Dans les faits, la décentralisation est déjà amorcée dans le sens d'un accroissement substantiel du rôle économique des collectivités territoriales décentralisées.

Elle se construit actuellement davantage avec l'émergence progressive d'une véritable fonction publique locale, plus proche des populations, donc plus apte que la fonction publique nationale à satisfaire leurs aspirations. D'autres grandes réformes ont également été opérées, aussi bien dans le secteur de la défense, avec la réorganisation des régions militaires et la professionnalisation de l'armée, que dans la fonction publique ou encore les marchés publics. En matière de santé publique, la grande réforme en cours est celle de la couverture maladie universelle, encore en chantier.

IL

Le Cameroun entre dans le cercle fermé des producteurs de gaz naturel

Au large de la cité balnéaire de Kribi, dans la région du Sud, le pays dispose désormais d'une usine flottante de liquéfaction de gaz naturel baptisée Hilli Episeyo.

Depuis le 12 mars 2018, le Cameroun est officiellement un pays producteur de gaz naturel liquéfié. Ceci à travers une usine flottante de liquéfaction de gaz naturel baptisée Hilli Episeyo. Elle est arrivée le 20 novembre 2017 dans les eaux territoriales camerounaises. L'usine, conçue en Norvège, est partie de Singapour le 12 octobre, au terme des travaux de conversion du navire Hilli Episeyo de la société Golar, réalisés dans les chantiers navals de Keppel.

L'arrivée du Hilli Episeyo au Cameroun marque une étape majeure dans la mise en œuvre du projet de liquéfaction du gaz naturel au Cameroun (projet Floating LNG), qui a fait l'objet d'une convention gazière signée le 30 septembre 2015 entre la République du Cameroun et les sociétés SNH, Perenco Cameroon, Golar Hilli Corporation et Golar Cameroon.

Hilli Episeyo est approvisionnée en amont par le gaz naturel issu des champs gaziers Sanaga Sud et Ebomé, situés au large de Kribi. Ce gaz est produit à partir des six puits de la plateforme Sanaga, puis traité sur les installations de Bipaga, avant sa liquéfaction proprement dite sur l'usine flottante. Des travaux d'extension des installations de traitement de gaz de Bipaga ont été menés au cours des deux dernières années et ont permis de porter la capacité de traitement disponible de 60 millions de pieds cubes à un maximum de 320 millions de pieds cubes par jour.

Le projet Floating LNG permettra à la SNH et à Perenco, partenaires de l'association Sanaga Sud, de produire annuellement 1 200 000 tonnes du Gaz naturel liquéfié (GNL) destinées à l'exportation, 30 000 tonnes de gaz domestique pour les ménages camerounais et 5000 barils de condensat par jour. Des installations de stockage et de chargement de gaz domestique, dont les travaux de construction sont conduits par la SNH sur le site gazier de Bipaga et en voie d'achèvement, permettront de transporter le gaz domestique vers les dépôts de la Société camerounaise des Dépôts pétroliers (SCDP).

Le projet Floating LNG constitue une première mondiale, qui place la SNH et ses partenaires au cœur de l'innovation au sein de l'industrie internationale du gaz. Le Cameroun, pionner d'un tel grand projet, devient ainsi membre du cercle fermé des pays exportateurs mondiaux de GNL. A cet égard, Adolphe Moudiki, administrateur-directeur général de la SNH, souligne que, « *le projet Floating LNG est l'une des réalisations les plus marquantes parmi les grandes réalisations du chef de l'Etat, (...) Paul Biya, en raison de sa taille, de son intérêt multiforme pour le Cameroun, de son caractère innovant et de la diversité du partenariat actif et de confiance qu'il a suscitée.* »

En Afrique, le Cameroun rejoint ainsi, sur le marché de la liquéfaction du gaz naturel, deux autres pays, à savoir le Nigeria et l'Angola, qui, eux, disposent plutôt d'usines de liquéfaction à terre. Golar LNG aura consenti un investissement d'environ 700 milliards de FCFA pour ce navire-usine.

Sylvain Andzongo

Plateforme portuaire stratégique sur toute la côte ouest-africaine

De par son positionnement dans le Golfe de Guinée, le Port en eau profonde de Kribi est la porte d'entrée d'un marché exceptionnel, ouvrant sur plusieurs millions de consommateurs.

Le port de Kribi (PAK) a procédé au lancement de ses activités le 2 mars 2018. L'infrastructure est considérée comme étant la plus importante plateforme portuaire sur toute la côte ouest-africaine, avec un tirant d'eau de 15 à 16 mètres et un terminal à conteneurs de 350 mètres. L'armateur français CMA CGM y a affrété un navire long de 335 mètres, transportant une cargaison record de 8500 conteneurs.

L'arrivée de ce navire a ainsi consacré l'opérationnalisation du terminal à conteneurs du port en eau profonde de Kribi, dont la première phase des travaux de construction est achevée depuis plus de 2 ans. Le terminal polyvalent, lui, est en attente d'un concessionnaire, après la faillite de la société française Necotrans, premier adjudicataire du contrat, avec le consortium de sociétés camerounaises KPMO.

La première phase a été réalisée sous la forme d'un contrat « Engineering, Procurement, and Construction » (EPC) par la société chinoise CHEC pour un coût total de 497 millions de dollars, soit environ 240 milliards de FCFA. Son financement a été assuré à 85% par un prêt accordé par Eximbank China et à 15% par l'Etat du Cameroun. Cette première phase a permis de réaliser un linéaire de quai total de 615 mètres, une digue de protection des ouvrages portuaires de 1355 mètres, d'acquérir divers équipements de manutention portuaire et de construire des bâtiments, voiries et réseaux divers.

Malgré le léger tassement économique de ces dernières années, les autorités gardent donc grande foi en cette phase I, qui est, expliquent-elles, en mesure de rendre pleinement rentable ce port de troisième génération. Ce projet, dont la finalisation est annoncée en 2020, devrait permettre au pays de disposer de l'une des infrastructures les plus décisives de ce type, en Afrique au sud du Sahara.

Le 8 février 2018, a été lancé un appel international à manifestation d'intérêt, en vue du recrutement de la mission de contrôle technique pour le développement de la 2ème phase de construction du port en eau profonde de Kribi. Cette seconde phase qui sera conduite par la société chinoise CHEC (constructeur du port depuis le début), prévoit la mise en place d'un 2ème terminal à conteneurs, doté d'un quai de 700 mètres (contre 350 mètres pour le premier), ainsi que la construction d'un terminal fer et d'un terminal hydrocarbures, par le biais de partenariats public-privé. Coût des travaux : 420 milliards de FCFA. Les modalités de financement seront analogues à celles de la 1ère phase, avec un financement bancaire concessionnel accordé par Eximbank China à hauteur de 85% du montant total des travaux.

La phase 2 du PAK consistera notamment à étendre le linéaire de quai, avec 700 mètres additionnels qui seront consacrés au trafic conteneurisé. Il s'agira également de prolonger la digue de protection de 675 mètres ; réaliser des zones d'entreposage et de stockage (30 hectares de terre-pleins) ; acquérir de nombreux équipements de manutention de dernière génération (portiques de quai, de parc, etc.) ; construire des bâtiments supplémentaires et étendre les voiries et réseaux divers.

Sylvain Andzongo

De l'électricité dans l'air

Selon le rapport 2017 de la BAD, les différents barrages et autres centrales construits dans le pays ces dernières années permettront, en 2018, d'améliorer l'accès à l'énergie électrique pour 2,7 millions de Camerounais.

S'il y a un secteur au Cameroun qui connaît un boom, c'est celui de l'énergie. En témoigne la panoplie de grands projets qui foisonnent.
En présentant le programme économique 2018 du Cameroun au parlement, en novembre 2017, le Premier ministre, Philemon Yang, se félicitait déjà de ce que, en matière d'énergie, des résultats significatifs ont été enregistrés. Ceci à la faveur du parachèvement des travaux de certains grands ouvrages. A titre d'illustration, l'on a Lom Pangar, le plus important barrage hydroélectrique du pays en ce moment. Il est installé dans la région de l'Est. Avec une capacité de retenue d'eau de 6 milliards de mètres cubes, l'ouvrage a été réceptionné le 30 juin 2017.
A côté de Lom Pangar, le Cameroun devrait bientôt mettre en service les barrages de Memvé'élé (200 MW) et de Mékin (15 MW), tous deux construits dans la région du sud du pays. Dans les trois régions septentrionales du Cameroun, à côté de la centrale thermique de 10 MW mise en service dans la ville de Maroua, les travaux de construction du barrage de Bini à Warak, d'une capacité de 75 MW, se poursuivent.
Dans la même veine, le gouvernement a amorcé le développement d'autres grands projets énergétiques dits de « *deuxième génération* ».
C'est le cas notamment des barrages de Nachtigal (400 MW), dans la région du Centre, pour lequel une Convention de concession a été signée le 20 avril 2017, le démarrage des travaux étant prévu en début d'année 2018.

Le gouvernement a amorcé le développement d'autres grands projets énergétiques dits de « deuxième génération » : barrages de Nachtigal, Song Dong, Chollet….

Il y a également l'ouvrage hydroélectrique de la Menchum (72 MW), dans la région du Nord-Ouest, dont les études sont en cours de validation.
Cette infrastructure énergétique va coûter environ 162,5 milliards de FCFA. Elle sera construite par CEW (entreprise chinoise qui construit déjà Lom Pangar) suite à un accord signé le 3 juin 2013.
Pour ce qui est de Song Dong (280 MW), dans la région du Littoral, le Cameroun et l'entreprise chinoise Hydrochina ont convenu, en décembre 2016, du mode de financement « Build Operate and Transfer » (BOT). Le remboursement du prêt pour le barrage de Song Dong, d'un montant de 375 milliards FCFA, dépendra alors principalement du cash-flow généré par le projet lui-même.
Le barrage de Makay (350 MW), lui, connaîtra son closing financier au troisième trimestre 2018, selon le Ministère en charge de l'eau et de l'énergie. En dehors d'un aménagement hydroélectrique de 350 MW à Makay, à partir du fleuve Nyong, le Marocain Platinum Power doit construire une ligne de transport d'électricité double circuit de 225 KV pour évacuer l'énergie produite sur le Réseau interconnecté sud du Cameroun.
Enfin, il y a le barrage de Chollet (600 MW), dans la région de l'Est, développé conjointement avec le Congo. Les deux parties ont convenu, mai 2017, de recruter par appel d'offres un partenaire en vue du développement du projet en mode partenariat public-privé. L'ouvrage hydroélectrique coûtera entre 354 et 670 milliards de FCFA selon l'option d'aménagement qui sera mise en place par l'entreprise chinoise Sinohydro.

Sylvain Andzongo

Visages et virages des projets routiers et autoroutiers

A la faveur d'une multitude de projets, le réseau bitumé du Cameroun est officiellement passé de 5240 km à 6760 km entre 2010 et 2016, soit une augmentation de 1520 km de routes sur une période de 6 ans.

Le gouvernement camerounais compte réceptionner 400 km de route en 2018. L'annonce a été faite le 5 décembre 2017 par le ministre des Travaux publics (Mintp), Emmanuel Nganou Djoumessi. C'était lors de la présentation de son budget à l'Assemblée nationale. Le Mintp a indiqué aux édiles que le gouvernement compte achever la construction de certains grands axes routiers, notamment les autoroutes Yaoundé-Douala (215 km) et Kribi-Lolabé (38 km) dont les travaux vont s'achever et qui vont pouvoir être exploités.
Relativement à l'exécution du programme des travaux autoroutiers, le gouvernement a engagé la construction, sous l'égide du Ministère des travaux publics, des autoroutes Yaoundé-Douala et Kribi-Edea.
Pour Yaoundé-Douala, les travaux s'exécutent en deux phases. La première déjà réalisée à hauteur de 60%, couvre l'itinéraire Yaoundé-Bibodi, sur une longueur de 60 km, avec des voies de raccordement. La deuxième phase, dont les études techniques sont en cours, porte sur la section Bibodi-Douala, longue de 140 km.
Concernant l'autoroute Kribi-Edea, réalisée à 79%, le Mintp rassure qu'elle sera provisoirement réceptionnée en juin 2018.
« *Nous allons aussi finir avec plusieurs routes nationales, dont Mora-Dabanga-Kousseri, et Yaoundé-Bafoussam-Bamenda, entre autres* », déclare le Mintp. En ce qui concerne les routes communales, le ministre des Travaux a inventorié 101 553 km de linéaires et a confié la maîtrise d'ouvrage des prestations y relatives aux magistrats municipaux.
En somme, selon le Mintp, les axes structurants, actuellement en travaux, couvrent un linéaire total de 2883 km de routes nationales et communales, pour un coût global estimé à 1650 milliards FCFA. Pour ce qui concerne l'autoroute Yaoundé-Nsimalen (21 km) qui doit relier la capitale du pays à la principale porte de sortie de la ville qu'est l'aéroport de Nsimalen, l'on note une avancée sensible. Pour la première section dite « *rase campagne* » longue de 11 km, un linéaire de 8 km a déjà été bitumé par l'entreprise chinoise en charge des travaux, China Communications Construction Company Ltd. Coût des travaux : 36,7 milliards FCFA.
Le 24 avril 2018, à Yaoundé, le ministre de l'Habitat et du Développement urbain, Jean Claude Mbwentchoua a procédé au lancement de la cérémonie officielle des études d'aménagement du corridor urbain des abords de l'autoroute Yaoundé-Nsimalen (10 km).
La section dite urbaine de l'autoroute Yaoundé-Nsimalen a été attribuée à trois entreprises. Il s'agit de Synohydro (5,8 km), de la China Road and Bridge Corporation (1,9 km) et d'Arab Contractors (2,1 km). Le coût total du projet de cette infrastructure autoroutière est de 189,8 milliards FCFA. Les travaux ont démarré le 2 mai 2014 pour une durée de 36 mois, et auraient dû s'achever depuis mai 2017.
Il faut noter que le gouvernement revendique un rythme appréciable de la densification du réseau bitumé au Cameroun. Ce réseau est passé de 5240 km à 6760 km de linéaires bitumés entre 2010 et 2016, selon le Ministère des travaux publics. L'objectif, d'après ce département ministériel, est d'atteindre 9558 km à l'horizon 2020.

Sylvain Andzongo

Yagoua-Bongor
Un pont de 650 mètres pour intensifier le commerce avec le Tchad

Ce projet intégrateur, qui vient de recevoir un coup d'accélérateur, est désormais plus avancé que celui portant extension du chemin de fer camerounais vers la capitale tchadienne.

Sauf modification du chronogramme initial des activités, les travaux de construction d'un pont sur le fleuve Logone, entre les villes de Yagoua, dans l'extrême-nord du Cameroun, et Bongor, en République tchadienne, démarreront au mois de juin 2018. Cette date révélée au cours d'une réunion du Comité bilatéral de pilotage de ce projet, tenue à Douala en octobre 2017, vient d'être confortée par les premiers accords de financements de la Banque africaine de développement (BAD), dont la signature a été récemment autorisée du côté camerounais.
En effet, le 13 avril 2018, le chef de l'Etat, Paul Biya, a signé deux décrets habilitant le ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire, Alamine Ousmane Mey, à signer avec la BAD deux accords de prêts d'un montant total de 29,6 milliards de francs CFA. De montants respectifs de 33,32 millions d'euros (21,860 milliards FCFA) et 9,73 millions d'euros (7,790 milliards FCFA), ces enveloppes permettront, apprend-on officiellement, de financer partiellement le projet de construction d'un pont entre Yagoua et Bongor. Durée des travaux : 4 ans. Deuxième pont reliant le Cameroun au Tchad, après le pont Nguéli, qui s'étire de Koussérie à Ndjamena, la nouvelle infrastructure en gestation entre Yagoua et Bongor permettra de booster les échanges entre le Tchad et le Cameroun. « *En plus de ses retombées directes pour ses usagers et les habitants des villages environnants, ce pont devrait libérer le potentiel économique dans les secteurs de l'agriculture, du bois et des minéraux dans le nord du Cameroun et dans le sud-ouest du Tchad* », avait indiqué Ousmane Doré en décembre 2017.
Par ailleurs, le directeur général de la BAD pour la région Afrique centrale avait précisé que cette institution financière débloquera, au total, une enveloppe de 66 millions d'euros, soit environ 43,5 milliards de francs CFA, au profit des deux pays parties au projet.
Long de 650 mètres, le futur pont entre Yagoua et Bongor coûtera environ 92 milliards de francs CFA. Il est financé à hauteur de 58% par l'Etat du Cameroun, tandis que le Trésor public tchadien apportera 42% de la cagnotte, apprend-on de sources proches du dossier. Le pont transfrontalier Yagoua-Bongor, dont les études techniques ont été réalisées par la société Egis International, et pour lequel des financements additionnels sont recherchés auprès de l'Union européenne, est l'un des projets intégrateurs majeurs actuellement en cours dans la zone Cemac. Aux côtés de la construction, toujours en cours, de la route Sangmélima (Cameroun)-Ouesso (Congo), dans la région du Sud, et du projet d'extension du chemin de fer camerounais vers le Tchad, à partir du terminal Camrail de Ngaoundéré. Fruit d'une convention signée le 3 juin 2014 à Ndjamena, ce projet ferroviaire vise à construire une voie ferrée de 1400 km entre les villes de Ngaoundéré (Cameroun) et de Ndjamena (Tchad), pour un investissement total estimé à environ 1400 milliards de francs CFA. Le logisticien français Bolloré, retenu par les deux Etats comme partenaire technique du projet, s'est d'ores et déjà déclaré prêt à financer intégralement cette infrastructure.

BRM

Route Enugu-Bamenda
170 millions de consommateurs au bout de 443 km de bitume

Ce corridor ouvrant sur le pays le plus peuplé d'Afrique permet de booster les échanges commerciaux entre le Cameroun et le Nigeria, son premier fournisseur.

Emmanuel, commerçant tenant en même temps un petit bureau de change clandestin aux alentours d'un hôtel huppé de Yaoundé, la capitale camerounaise, se rend désormais un peu plus régulièrement au Nigeria, son pays. En voiture, il peut rallier ce pays en une seule journée à partir de Yaoundé, en empruntant le corridor Bamenda (Cameroun)-Enugu (Nigeria). Longue de 443 km, à partir de la capitale régionale du nord-ouest du Cameroun, cette route permet désormais à Emmanuel et ses compatriotes, très nombreux au Cameroun, d'aller se ravitailler en marchandises au Nigeria, en déboursant à peine la moitié du prix d'un billet d'avion, se réjouit le jeune commerçant.

Le récit de ce jeune Nigérian recoupe l'objectif visé par les gouvernements camerounais et nigérian, en bitumant cette route. En effet, cette infrastructure routière, qui s'étire sur 203 km sur le territoire camerounais (Bamenda-Ekok) et 240 km en territoire nigérian, est devenue stratégique dans les échanges commerciaux entre le Cameroun et le Nigeria. Surtout avec l'insécurité qui a fait son lit dans la partie septentrionale du Cameroun, dans laquelle se déroule une bonne partie des échanges commerciaux entre la locomotive économique de la Cemac et le pays le plus peuplé d'Afrique.

Afin de rendre réel le rêve longtemps caressé par les populations des régions du nord-ouest du Cameroun, de pouvoir rallier le Nigeria grâce à une route moderne, les Etats camerounais et nigérian ont déboursé des contreparties respectives de 7,4 et 9,6 milliards de francs CFA ; le gros de l'enveloppe financière de cet investissement ayant été pourvu par des bailleurs de fonds internationaux. Il s'agit notamment de la Banque africaine de développement (128 milliards FCFA), de la Banque mondiale (12 milliards FCFA) et de l'Agence japonaise pour le développement (18 milliards FCFA).

Pour rappel, avec son marché de près de 170 millions de consommateurs, le Nigeria est le premier fournisseur du Cameroun, avec respectivement 22% et 17,8% des importations du pays en 2011 et 2012, selon la direction des affaires économiques du Ministère des finances. Le Nigeria surclasse ainsi la France (12,8 et 11,8%) et la Chine (10,8 et 10,4%). Les échanges commerciaux avec ce géant d'Afrique culminent en moyenne à 382 milliards de francs CFA par an, selon le Ministère du commerce, qui ne prend certainement pas en compte l'intense activité de contrebande qui se développe de part et d'autre de la frontière de 1500 km que partagent les deux pays.

La route bitumée Bamenda-Enugu est une aubaine pour les commerçants nigérians exerçant au Cameroun, qui peuvent désormais se ravitailler en marchandises au Nigeria, en déboursant à peine la moitié du prix d'un billet d'avion.

BRM

Le bulldozer chinois dans les chantiers du Cameroun

Devenu premier bailleur de fonds du pays à travers Eximbank of China, l'empire du Milieu contrôle, depuis 2012, la quasi-totalité des grands projets d'infrastructures.

Au mois de mars 2018, le chef de l'Etat camerounais, Paul Biya, a effectué une nouvelle visite en Chine. Au sortir de cette visite, a révélé le ministre de l'Economie, Alamine Ousmane Mey, le Cameroun a pu décrocher des accords de financements d'un montant total de plus de 400 milliards de francs CFA. Le dernier séjour en terre chinoise du président Biya intervenait quelques semaines seulement après la conclusion d'un protocole d'entente entre la junior minière australienne Sundance Resources et le Chinois Tidfore Heavy Equipment Group Ltd, en vue du développement du gisement de fer de Mbalam, à cheval entre le Cameroun et le Congo. « *En vertu du protocole d'entente, Sundance vendra 51% de sa participation dans Cam Iron à Tidfore, pour une valeur à convenir* », précise la compagnie australienne.

En cas de conclusion définitive de cette transaction, la Chine renforcera sa suprématie sur les grands projets de développement en cours au Cameroun. En effet, à fin 2014, la Chine, la Corée du Sud et l'Inde détenaient au Cameroun un portefeuille d'investissements d'un montant total de 1200 milliards de francs CFA, selon les statistiques de la Direction générale de la coopération du Ministère de l'économie. Un portefeuille constitué de 15 projets, dont 12 à mettre à l'actif de la Chine.

En effet, il n'y a presque plus de secteur d'activités au Cameroun, dans lequel la présence chinoise ne se fait pas ressentir. La principale avenue commerciale de Douala, la capitale économique du pays, située au quartier Akwa, s'est muée en une sorte de Chinatown. Ils se comptent désormais par milliers au Cameroun (4000 en 2013, selon les pointages de l'ambassade de Chine à Yaoundé), les ressortissants chinois qui tiennent des échoppes dans les grandes métropoles. Certains n'hésitent même pas à devenir des commerçants ambulants, à se lancer dans des petits métiers.

MADE IN CHINA

Le marché intérieur du textile est contrôlé à seulement 1% par les opérateurs locaux, le reste étant détenu par les produits en provenance de la Chine, et à une proportion infime du Nigéria voisin, souffle-t-on au Ministère du commerce. Les boutiques de vente de matériels électroniques et électroménagers sont

bondées de produits *made in China*. Les prix bon marché de ces produits attirent les foules, qui déplorent cependant la qualité de certains articles en provenance de Chine.

A cette activité commerciale intense se greffent des projets de développement titanesques, contrôlés par les entreprises chinoises. Ainsi des projets de construction d'infrastructures routières, portuaires et énergétiques, qui sont quasiment tous aux mains de sociétés chinoises. Le secteur minier et celui de l'agriculture, notamment avec le projet rizicole de Nanga Eboko, ne sont pas épargnés par cette déferlante chinoise au Cameroun. Toutes ces entreprises chinoises qui contrôlent des marchés de plusieurs milliards de francs CFA, sont coachées dans leur offensive au Cameroun par Eximbank of China, à travers des prêts liés accordés au gouvernement.
Cette institution financière publique, qui fait office de bras séculier des investissements chinois à l'étranger, pourrait même bientôt ouvrir une filiale au Cameroun, selon une déclaration faite le 13 janvier 2015 à Yaoundé, à l'occasion d'une visite du ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi. Selon les chiffres publiés par la Caisse autonome d'amortissement (CAA), le gestionnaire de la dette publique au Cameroun, Eximbank of China a, pour la seule année 2011, injecté 536 milliards de francs CFA dans les circuits économiques du Cameroun, contre 105 milliards de francs CFA seulement pour l'Agence française de développement (AFD), par exemple.

> En mars 2018, le Cameroun a décroché avec la Chine des accords de financement d'un montant total de plus de 400 milliards de francs CFA.

En effet, Eximbank of China a financé la plupart des grands projets d'infrastructures dans le pays : le barrage hydroélectrique de Memve'ele (243 milliards de FCFA), le port en eau profonde de Kribi (218 milliards de FCFA), l'autoroute Yaoundé-Douala (241 milliards de FCFA), le déploiement de la fibre optique par Camtel, l'opérateur télécom public (environ 72 milliards de FCFA à ce jour), le projet e-post, qui a permis d'interconnecter tous les bureaux de poste du pays (32 milliards de FCFA), des projets d'adduction d'eau potable dans quatre grandes villes camerounaises (84,7 milliards de FCFA), etc.

EXPLOITATION MINIÈRE CLANDESTINE

Au demeurant, si la Chine apparaît comme l'architecte principal du bâtiment Cameroun, la cohabitation entre les opérateurs économiques chinois et les Camerounais n'est pas un long fleuve tranquille. Sur les chantiers, les ouvriers locaux se plaignent toujours de conditions de travail exécrables, voire d'esclavagisme. Dans plusieurs cas, les entreprises chinoises se sont également illustrées par un non-respect de la législation camerounaise.

Mis à part le fait qu'elles bafouent les droits des travailleurs sur les chantiers qu'ils conduisent, certaines sont souvent accusées de fouler au pied la réglementation en matière de protection de l'environnement, ou encore d'exploitation minière clandestine. Sans compter l'importation massive de la main d'œuvre, pratique qui non seulement n'aide pas à la résorption du chômage qui sévit de manière endémique au Cameroun, mais aussi rend presque impossible le transfert des compétences pourtant prévu dans les contrats avec les sociétés chinoises. Autant d'écueils qui n'enlèvent cependant pas à la Chine son statut actuel de fer de lance pour l'ambition d'émergence du Cameroun à l'horizon 2035.

Brice R. Mbodiam

Des avancées notables sur les infrastructures qui accueilleront la compétition

A Garoua (Nord), Bafoussam (Ouest), Douala (Littoral), les différents acteurs engagés dans le processus de construction des stades et des infrastructures connexes sont à pied d'œuvre.

Les grands débats sur la capacité du Cameroun à organiser et accueillir la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) 2019 sont aujourd'hui lointains. C'est une autre forme de pression qui pèse sur les acteurs engagés dans le processus, notamment la construction des infrastructures. Récemment encore, une mission d'inspection du Comité d'organisation de la compétition a sillonné les cinq régions du pays qui seront le théâtre direct de l'événement. Objectif : s'assurer des avancées sur le terrain par rapport aux précédentes inspections. Trois des sites retiennent l'attention.

BAFOUSSAM : ATTEINDRE RAPIDEMENT UN TAUX DE RÉALISATION DE 40% SUR LES INFRASTRUCTURES CONNEXES

Lors de sa dernière visite sur les différents chantiers des infrastructures connexes devant accueillir la CAN 2019, le gouverneur Augustine Awa Fonka s'est montré particulièrement exigeant quant au respect des taux de réalisation des travaux. Au récent passage des émissaires de la CAF, le 20 mars dernier, les travaux affichaient un taux de réalisation de 13%. Un mois après, les évolutions sont globalement faibles (à peine 16%). Face à cela, le gouverneur de la région, qui préside le comité local d'organisation, a réuni les prestataires des divers chantiers, dont des sociétés marocaines, chinoises et camerounaises, pour faire le point de l'état d'avancement des travaux.

Les défis posés sont les mêmes. Les entreprises ont pris plus de temps pour s'installer, et il a fallu attendre que soient réglés des détails tels que les déguerpissements et la gestion des réseaux (eau, électricité, fibre optique). A l'issue de cette assise, le gouverneur a surtout invité ses interlocuteurs à redoubler d'ardeur au travail. Ils doivent avoir franchi la

Le stade de Japoma, d'une capacité de 50 000 places, est réalisé à 40%.

barre des 40% du taux de réalisation avant le 10 juin 2018. Avec un stade déjà construit dans la localité de Kouékong, la pression est désormais sur ces infrastructures connexes.

DOUALA : ON SE RÉAJUSTE APRÈS LES RECOMMANDATIONS DE LA CAF

La visite, le 23 avril 2018, du gouverneur du Littoral, Samuel Dieudonné Ivaha Diboua, sur les chantiers de la CAN 2019 à Douala, l'a conduit en premier lieu sur le stade de Japoma. Le chef de projet turc, Zeki Bozkurt, s'est voulu rassurant et a expliqué que le taux de réalisation des travaux de ce stade de 50 000 places est de 40%. Les aménagements des aires de jeu du stade principal et des deux stades annexes ont débuté. Un retard évalué à 21 jours avait été constaté par les experts de la CAF. L'équipe en charge de la construction de ce stade rassure que des mesures ont été prises pour y remédier. Près de 200 personnes supplémentaires ont été recrutées pour les travaux en soirée, et de nouvelles machines sont désormais disponibles sur le chantier. « *Nous avons pris en compte les recommandations de la mission de la CAF et nous serons prêts* », promet M. Bozkurt. L'autre grande infrastructure de la ville de Douala est le mythique stade de la Réunification, situé à Bépanda. Le terrain de jeu a été complètement décapé, et les gradins sont en train d'être réhabilités. Monsieur Ivaha Diboua n'a pas manqué d'afficher sa satisfaction. « *Nous pensons qu'à l'horizon du mois de juin, nous aurons déjà la forme du stade* », a indiqué le gouverneur. Les autres infrastructures que sont le stade Mbappè Lepe et le « Mojas » de Bonamoussadi, retenus comme sites d'entrainements pour les équipes, sont réhabilitées à un moins bon rythme, en raison de petites difficultés. Parmi elles, on relève l'occupation anarchique de l'entrée principale, pour ce qui est du stade Mbappè Lepe. Les riverains et la présence de nombreuses sépultures posent un problème.

GAROUA : MALGRÉ DES DÉBUTS DIFFICILES, LES OBJECTIFS SONT EN VOIE D'ÊTRE ATTEINTS

Quatre stades d'entrainement et le stade omnisport Rumdé-Adjia sont en pleine réhabilitation à Garoua, la capitale régionale du Nord. Les responsables de l'entreprise Prime Potomac, société chargée de la conduite de ces chantiers, estiment que les quatre stades d'entrainements seront partiellement livrés au mois de juin 2018. Selon les explications des responsables des chantiers, tous les travaux de gros œuvre seront achevés et il ne restera plus que les travaux de finitions pour affiner les ouvrages.

> Le grand stade omnisport de Roumdé-Adjia, qui subit une cure de jouvence, sera agrandi, passant de 15 000 à 25 000 places assises.

Quant au grand stade omnisport de Roumdé-Adjia, il est aussi en train de subir une cure de jouvence, et sera agrandi, passant de 15 000 à 25 000 places assises. La structure actuelle a presque été complètement détruite et les travaux de reconstruction avancent. C'est l'entreprise portugaise Mota Engil qui est chargée de conduire les travaux. La livraison du chantier est prévue pour le début de l'année 2019.

Idriss Linge

Stade d'Olembe, joyau en perspective et symbole de l'unité nationale

Le chantier a démarré sur de grosses controverses dans l'espace médiatique, mais l'équipe de gestion du projet se focalise sur sa mission : livrer l'infrastructure en septembre 2018.

Le quartier Olembe, dans la banlieue de la ville de Yaoundé, affiche toujours une certaine sérénité lorsqu'on le traverse par la principale route qui relie la région du Centre à celle de l'Ouest. Si l'on est curieux, on peut observer un chantier assez singulier, qui prend la forme des travaux de titan lorsqu'on s'en approche. Le visiteur qui y est admis est frappé par le nombre de personnes présentes sur ce chantier, qui était au départ présenté comme un puzzle géant, qui ne créerait pas d'emploi pour les Camerounais, et serait simplement le lieu d'assemblage de différentes composantes importées directement d'Italie.
Pourtant, aujourd'hui, un millier de Camerounais au total travaillent au quotidien à la construction du stade d'Olembe. Parmi eux, 300 sont plus qu'expérimentés, puisqu'ayant travaillé sur de précédents chantiers conduits par Piccini, l'entreprise italienne adjudicataire du contrat de construction du stade d'Olembe. Sur le chantier, on retrouve aussi une centaine de femmes, engagées dans divers travaux.

DES FEMMES DERRIÈRE LA CONSTRUCTION DU FUTUR JOYAU

Ntalungueh Asong est l'une des femmes qui travaillent sur le chantier de construction de ce stade. Son rôle n'est pas de faire des repas ou de laver le linge. Elle occupe un poste stratégique et joue un rôle plus qu'important : celui de superviser l'équipe en charge du contrôle qualité. « *Il n'y a aucune crainte à contrôler la qualité d'un travail réalisé par les hommes. D'ailleurs, nous les femmes, le faisons tout le temps (rires). Mais, plus sérieusement, c'est un honneur de travailler sur un tel projet. On y apprend beaucoup, tant sur le plan technique que sur le plan humain* », confie-t-elle.
Sa journée débute généralement par un plan de travail suivi d'un point technique avec ses collègues. Le travail d'inspection n'est pas de tout repos. Il est à la mesure des engagements pris par l'entreprise qui doit réaliser en même temps trois infrastructures différentes, à savoir le centre commercial, le stade proprement dit et le complexe hôtelier. Ainsi, pour madame Asong, il faut parfois aller en hauteur pour vérifier la qualité des piliers, revenir sur

terre pour s'assurer de la solidité des fondations, ou encore vérifier que les piliers tiennent bien la route. Ntalungueh Asong n'est pas la seule femme sur ce projet. Sur le chantier, on retrouve également Flore, une véritable dame de fer. Son rôle : préparer les piliers de fer qui vont soutenir les fondations. Elle a contribué à la réalisation des fondations et des piliers du stade principal. Plusieurs autres femmes de ce projet se retrouvent dans les services administratifs, de gestion de la logistique, des finances ou encore des ressources humaines ; toutes affichant une réelle fierté à être impliquées dans un projet d'envergure, sans distinction de région, de tribu, ou d'appartenance linguistique.

DU MATÉRIAU CAMEROUNAIS MIS EN VALEUR

Un des défis dans la construction de ce stade aura été d'y mettre une dose importante de contenu local avec, au-delà de l'utilisation d'une main-d'œuvre camerounaise, la prise en compte de matériaux locaux. En effet, il a été reproché à ce projet d'être un puzzle grandeur nature, où il était question de rassembler des morceaux de stade venus d'Italie. Un reproche qui pourrait finalement faire office de mauvais procès, à l'épreuve de la réalité. « *La partie la plus importante dans ce type de projet, ce sont les fondations et les piliers. On ne peut pas importer des fondations et des piliers par bateau, c'est carrément impossible. C'est la partie de la construction qui prend le plus de temps et exige le plus d'attention* », explique Sam Thamin, DG du groupe Piccini au Cameroun.

Deux bétonneuses ont été installées sur le chantier et fonctionnent presque 24/24. Une troisième est annoncée. Le ciment et le gravier nécessaires à la production de ce béton sont produits localement, générant plusieurs centaines d'emplois indirects. Mais, au-delà de la ressource première, le stade d'Olembe se présente comme un creuset de partage de connaissance et de transferts de technologies. Beaucoup d'employés camerounais révèlent qu'ils ne savaient pas que des gestes simples exécutés tous les jours pouvaient servir à la construction d'un stade de référence.

« *Nous avons été sur plusieurs chantiers importants. Mais là, on construit un stade de référence, et nous réalisons à quel point nos connaissances dans le fer sont utilisées de diverses manières. Et cela nous fait grandir dans notre métier* », déclare un des artisans ferrailleurs. Le projet se poursuit désormais dans la sérénité et l'objectif du respect des calendriers est de rigueur.

IL

Le stade d'Olembe s'annonce comme un véritable joyau…

Le Cameroun, véritable carrefour des infrastructures télécoms

Le pays détient actuellement trois connexions à la fibre optique sous-marine auxquelles s'ajouteront bientôt deux nouvelles, renforçant ainsi la capacité d'accès des populations au haut débit aux meilleurs prix.

Le Cameroun est actuellement le pays de la sous-région Afrique centrale qui a le plus investi dans l'infrastructure télécoms à fibre optique. Trois différentes liaisons sous-marines ont amélioré le taux d'accès des populations et des entreprises au haut débit à des coûts plus avantageux, facilitant de nouveaux usages et dynamisant par la même occasion l'entrepreneuriat dans le secteur des technologies de l'information et de la communication (TIC). En 2010, l'Union internationale des télécommunications (UIT) estimait à moins de 2% le nombre d'utilisateurs d'Internet au Cameroun. En 2017, ce nombre avoisinait déjà 27%, porté par l'amélioration de la connectivité et sa grande disponibilité. Des atouts qui font d'ailleurs aujourd'hui des TIC, une source de richesses pour l'Etat. En effet, la contribution du secteur au produit intérieur brut (PIB) du pays, quasi nulle il y a sept ans, a progressé à près de 6% en 2017. L'aventure du Cameroun dans le haut débit par fibre optique, elle, a démarré en 2002 avec le câble South African Transit 3/South Asia – Far East (SAT-3/SAFE).

> Le secteur des TIC contribue à hauteur de 6% au PIB du Cameroun.

LE SAT3/SAFE ET LE WACS

Le câble sous-marin à fibre optique SAT-3/SAFE est une jonction de deux systèmes sous-marins qui relient le Portugal à la Malaisie, avec l'Afrique du Sud comme point d'interconnexion. C'est sur le tronçon du SAT-3 que le Cameroun a investi, à travers un point d'atterrissement à Douala, pour offrir de la connectivité de qualité à la population. Mais, en 2009, les capacités data issues de cet équipement ne couvraient plus l'ensemble des besoins des consommateurs en connectivité fluide et sécurisée. D'où l'investissement des autorités camerounaises dans un nouveau câble sous-marin de fibre optique : le West African Cable System (WACS).

Opérationnel depuis 2012, le WACS relie le Royaume-Uni à l'Afrique du Sud, en longeant les côtes africaines. Le Cameroun s'y connecte à travers le point d'atterrissement situé dans

la ville de Limbé, dans la région du sud-ouest. Cet arrimage est l'œuvre de l'opérateur de téléphonie mobile MTN. Le 29 juin 2012, le gouvernement a signé un mémorandum d'entente avec la société télécoms pour l'utilisation de cette infrastructure. Puis, le 24 juillet 2014, après 25 mois d'âpres négociations, la filiale du groupe télécoms sud-africain MTN a rétrocédé officiellement l'infrastructure télécoms à l'Etat, contre près de 2,11 milliards de francs CFA, au titre du remboursement des investissements réalisés par la filiale locale de MTN. Le gouvernement a également déboursé près de 12 milliards de francs CFA pour devenir membre du consortium en charge de la gestion du câble sous-marin WACS. Son exploitation a démarré le 1er juillet 2015.

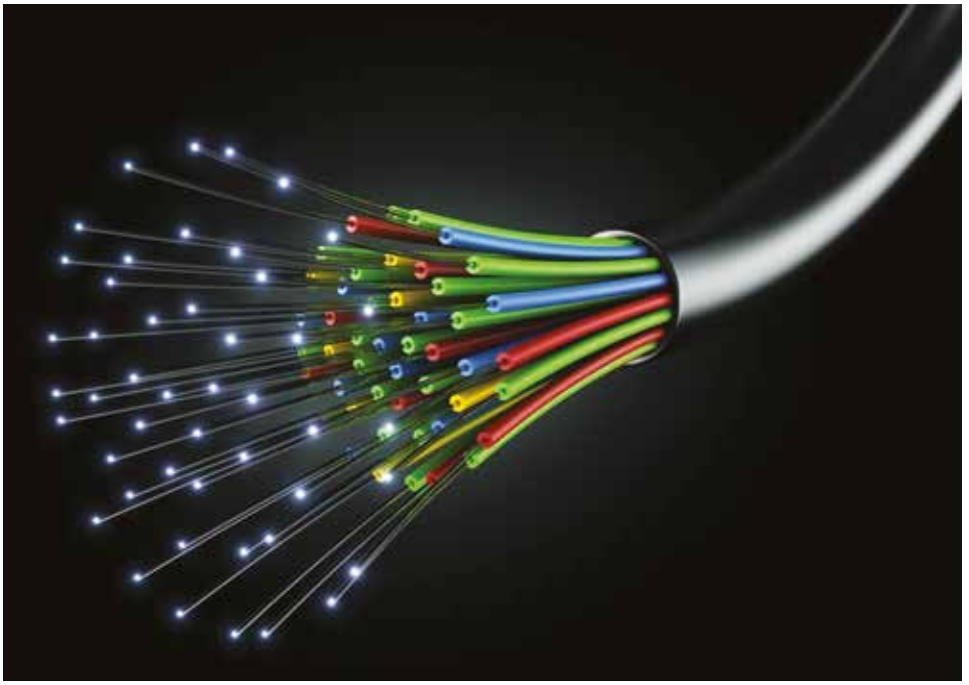
LE NCSCS

Le 14 août 2012, le gouvernement du Cameroun a encore investi dans une nouvelle infrastructure télécoms. Un mémorandum d'entente a été signé à cet effet à Yaoundé avec le consortium nigérian MainOne Cable Company Limited, pour le déploiement de près de 1100 kilomètres de fibre optique entre le Cameroun et le Nigeria. Le câble, baptisé Nigeria Cameroun Submarine Cable System (NCSCS), est finalement entré en service en janvier 2016. Avec son point d'atterrissement situé dans la ville côtière de Kribi, dans la région du sud du Cameroun, l'infrastructure télécoms offre au pays une capacité data supplémentaire de 1,28 térabit/seconde. Réalisé grâce à un financement de 14 milliards de francs CFA, entièrement fourni par le gouvernement camerounais, le NCSCS a été construit par l'équipementier chinois Huawei Marine Network.
Grâce aux câbles sous-marins auxquels il est déjà relié, le Cameroun a pu réaliser de grandes avancées dans la matérialisation de son réseau national de fibre optique. 12 000 km de fibre optique ont été déployés à travers le territoire national, pour

27% des Camerounais utilisaient Internet en 2017 contre… 2% en 2010.

apporter la connectivité à haut débit jusqu'aux zones les plus reculées du pays. Le chantier se poursuit. Selon la Cameroon Telecommunications (Camtel), le gestionnaire des infrastructures télécoms nationales, le réseau national de fibre optique couvrira bientôt les dix chefs-lieux de région du pays, grâce à des boucles urbaines en cours de finition à Maroua, Bafoussam, Buéa, Ebolowa, Bamenda, Bertoua, Garoua et Ngaoundéré. Elles viendront s'ajouter aux boucles urbaines de fibre optique de Yaoundé et Douala, déjà opérationnelles. Une soixantaine de chefs-lieux de département et d'arrondissement seront aussi connectés. Le pays s'enrichira également bientôt de deux points d'échange Internet, à Yaoundé et Douala. D'après Minette Libom li Likeng, la ministre des Postes et Télécommunications, la réalisation de ces deux structures est dans sa phase finale.

Pour apporter toujours plus de capacités aux populations, au regard de l'accroissement de la demande en data portée par l'apparition de nouveaux services (e-santé, e-éducation, objet connectés, etc.), le Cameroun prépare déjà sa connexion à deux nouveaux câbles sous-marins à fibre optique d'ici 2020. Il s'agit des câbles Africa Coast to Europe (ACE) et South Africa Inter Link (SAIL).



12 000 km de fibre optique sont déployés à travers le territoire national.

ACE

Le câble sous-marin ACE, long de 17 000 km, relie actuellement la France à l'Afrique du Sud. L'infrastructure, qui longe les côtes d'Afrique de l'Ouest et australe, est une réalisation d'Alcatel Submarine Networks (ASN) et d'Orange Marine. Mise officiellement en service le 15 décembre 2012, la liaison est appréciée par le Cameroun comme une opportunité d'enrichir davantage ses capacités data. Le 09 juin 2015, le gouvernement a signé un protocole d'accord avec l'opérateur de téléphonie mobile Orange Cameroun, membre du consortium ACE, pour la construction d'un point d'atterrissement à Kribi, dans le sud du Cameroun, et l'exploitation du câble. Les travaux sont en cours. Une fois opérationnelle au Cameroun, la liaison ACE permettra, selon le Ministère des postes et télécommunications, « *de valoriser les ressources des réseaux de télécommunications 3G/4G et l'amélioration de l'accès aux technologies large bande* » au Cameroun. Le câble ACE disposera d'une capacité de transmission de 5,12 Térabits, qui sera plus tard renforcée par celle du SAIL.

SAIL

Fruit d'un partenariat entre le Cameroun et la Chine, signé le 12 août 2016 par les entreprises Camtel et China Unicom, le câble SAIL représente le dernier investissement du gouvernement camerounais dans la fibre optique sous-marine. L'infrastructure longue de 6000 km reliera la ville de Kribi, au Cameroun, à celle de Fortaleza, au Brésil. Elle permettra d'accroître les capacités à l'international du Cameroun, et d'améliorer la sécurisation des voies d'accès des services de télécommunications des pays de la sous-région Afrique centrale. Le nouveau câble, dont le déploiement est actuellement réalisé par Huawei Technologies, devrait entrer officiellement en service au quatrième trimestre de l'année 2018 courante.

Camtel indique que le SAIL utilisera les dernières technologies optiques pour fournir un système des plus avancés dans le domaine des télécommunications sous-marines. Dans sa conception initiale, il aura une capacité de 32 Tbps (100 Gbps x 80 longueurs d'onde x 4 paires de fibre). La société publique souligne qu'à partir de Fortaleza, le câble pourra être interconnecté à d'autres systèmes de câbles, avec des prolongements éventuels jusqu'aux Etats-Unis. De même qu'à Kribi, des prolongements seront envisagés, d'une part, vers le réseau national camerounais et, d'autre part, vers des pays voisins ou d'autres systèmes de câbles, dont les points d'atterrissement se trouvent au Cameroun.

Muriel Edjo

LA VITRINE DU CAMEROUN SAGO

7è édition

Journées sectorielles :

- Gouvernance
- Economie & industrie
- Agropastoral
- Mines & développement durable
- Education & recherche
- Energie & Infrastructures
- Culture
- Santé et services sociaux
- TIC & économie numérique.

24 au 29 Juillet 2018,
Palais des Sports
de Yaoundé

Thème :

Le Cameroun sur le chemin de l'émergence : politiques publiques et implication du citoyen.

Avec le soutien du

Programme National de Gouvernance

Mon Communicateur

Pour un partenariat, une réservation, prenez contact au :
Téléphone : +(237) 242 66 60 44 / 242 60 78 49 / 677 88 63 22 / 655 69 88 85
Email : mcommunicateur@yahoo.fr / Site web : www.sago.cm

Silicon Mountain : un hub technologique au pied du mont Cameroun, dans le Sud-Ouest

L'écosystème a été bien mis en place, et illustre désormais ce que devrait devenir l'enseignement supérieur : un lieu de formation de talents au profit du développement de la communauté et du pays.

Au pied du mont Cameroun, dans la région du sud-ouest du pays, se trouve la ville historique de Buea. Loin des ambiances offertes par la capitale économique, Douala (région du Littoral), elle n'attire plus aujourd'hui seulement par son histoire, mais également par ses start-ups technologiques et les écoles formant les futurs entrepreneurs du secteur des TIC. Cette réputation a valu qu'on surnomme cet écosystème la « Silicon Mountain », en référence à la Silicon Valley américaine, qui a vu naître les géants mondiaux de l'informatique. Face aux défis de leurs vies de tous les jours, des jeunes accompagnés par une solide formation universitaire ont décidé de ne pas baisser les bras. Ils sont devenus l'objet d'attention, l'exemple à suivre dans un monde où l'innovation est au cœur des réussites futures.

UN FLEUVE DE CRÉATIVITÉ QUI TROUVE SA SOURCE À L'UNIVERSITÉ DE BUEA

Tout a commencé avec l'Université de Buea, la plus importante institution d'enseignement supérieur de la région. Elle a créé un cadre favorable à la formation des jeunes entrepreneurs. « *Notre institution a tout d'abord créé un cours sur l'entrepreneuriat. Les étudiants pouvaient s'inscrire à cet enseignement et obtenir des points comme pour tous les autres. La particularité, c'est que nous exposons nos étudiants à des acteurs de divers secteurs professionnels. De même, d'anciens étudiants sont invités à venir partager leurs expériences avec leurs jeunes frères, créant ainsi un cercle vertueux de partage de connaissances* », explique Mathieu Megoze, un des professeurs de la faculté de technologie.

L'institution a, en effet, posé le cadre, mais n'imaginait peut-être pas le succès que cela aurait au sein de la communauté estudiantine. Le secret de la réussite : une dose importante de théorie, mais aussi une touche conséquente de pratique, qui pousse les étudiants à se projeter dans l'avenir, avec des offres concrètes de solutions. « *Dès que tu sais là où tu veux aller, on ne te traîne pas, mais on te donne des cours qui sont utiles et spé-*

Le secret de la réussite : une dose importante de théorie, mais aussi une touche conséquente de pratique, qui pousse les étudiants à se projeter dans l'avenir, avec des offres concrètes de solutions.

cifiques à ce que tu veux apprendre », explique, ravie, Ursula Mbock, une étudiante de Douala, venue suivre son cycle universitaire à Buea. Mais, au-delà d'un apprentissage adéquat, ce qui intéresse aujourd'hui les étudiants, c'est de pouvoir se lancer dans leurs propres projets. Un des célèbres exemples de la zone est Go Students.

GO STUDENTS : SYMBOLE DE LA RÉUSSITE D'UN ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT

Après avoir achevé avec succès leurs études à l'université de Buea, de jeunes étudiants ont décidé de mettre en pratique leurs enseignements, en lançant une plateforme utilitaire au service des étudiants, Go Students. La plateforme est utilisée par l'Université de Buea. Elle permet aux étudiants de s'inscrire, d'obtenir des cours, et même de consulter leurs résultats d'examens et de payer les frais d'inscription. « *Il était question de proposer des solutions aux problèmes récurrents auxquels faisait face l'université, notamment la gestion de la scolarité des étudiants* », explique Dieudonné Takougang, un des responsables de la plateforme. Les débuts n'ont pourtant pas été faciles. Il fallait trouver des ressources pour développer la plateforme, et surtout la faire adopter par les utilisateurs ciblés. Mais une fois encore, l'université aura été un excellent terrain d'entrainement et de test pour parvenir à un produit qui regroupe aujourd'hui plusieurs milliers d'étudiants fréquentant cette institution. Désormais, ses promoteurs ciblent d'autres institutions du Cameroun et des places universitaires africaines.

> « *Dès que tu sais là où tu veux aller, on ne te traîne pas, mais on te donne des cours qui sont utiles et spécifiques à ce que tu veux apprendre* », explique une étudiante.

UN CREUSET D'INNOVATIONS QUI, PROGRESSIVEMENT, CONNAÎT DE PROFONDES MUTATIONS

Si Go Students est directement au service de la communauté universitaire, de nombreuses autres initiatives se mettent en place sans avoir un rapport direct avec l'Université et ses environs. C'est le cas de la start-up Makonjo, qui forme de nombreux jeunes au marketing sur internet. Son promoteur, Otto Akama, est lui aussi passé par l'Université de Buea. A la fin de ses études, il ne veut pas aller trouver du travail ailleurs et décide de bâtir sa propre organisation. « *Cet état d'esprit a mis en nous et chez les autres jeunes l'idée selon laquelle il est plus facile de créer sa propre société. Cela a eu un double effet. Le premier, c'est que l'université fournit les compétences dont on a besoin. Le deuxième, c'est que comme plus de jeunes veulent se former à l'entrepreneuriat, des centres de formation spécialisée s'implantent à Buea, car le marché est ici* », fait-il savoir. Une autre réussite de ce système c'est Activ'Space. La start-up a atteint des sommets, en remportant un prix prestigieux et décisif dans le cadre d'un concours organisé par Nestlé, le géant suisse de l'agroalimentaire. En même temps que la firme travaille sur ses projets, elle encourage d'autres jeunes à suivre son mouvement, via des formations spécifiques.

Idriss Linge

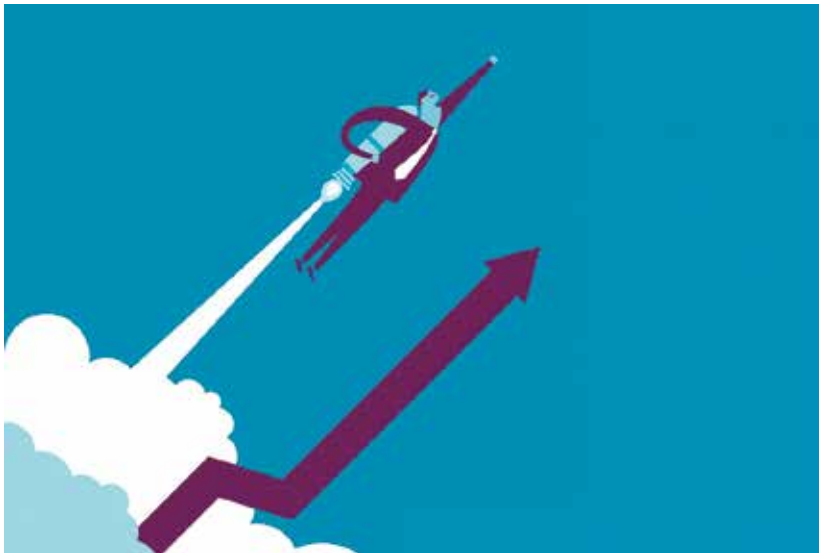
Il souffle un air de start-up au Cameroun

Le nombre de jeunes entreprises porteuses de solutions numériques innovantes s'est accru depuis 2014, grâce à l'amélioration de la connectivité internet et au taux de pénétration du mobile.

Au premier trimestre 2017, le Ministère camerounais des petites et moyennes entreprises (PME) estimait à 597 le nombre de PME ayant vu le jour. Au rang de celles-ci, se trouvent de nombreuses start-up. Avant 2017, le ministère avait déjà enregistré la création de plusieurs jeunes entreprises de ce type. Une tendance qui s'est poursuivie bien après le premier trimestre 2017. Actuellement, c'est près d'une centaine de start-ups TIC, clairement établies, que compte le pays. Si certaines font encore leur petit bout de chemin, en quête de notoriété, d'autres ont déjà fait parler d'elles au plan international, grâce à leurs idées originales.
C'est le cas d'Himore Medical d'Arthur Zang, conceptrice de la tablette d'analyse cardiaque à distance ; GiftedMom d'Alain Nteff, conçue pour combattre la mortalité infantile grâce au mobile ; Vairified de Patrick Ehode, destinée à la certification en ligne de services ; Maviance de Jerry Cheambe, qui facilite le paiement des factures depuis un mobile grâce à l'application Smobilpay ; ou encore Kiro'o Games d'Olivier Guillaume Madiba, spécialisée dans le développement des jeux vidéos.
Dans le sillage tracé par ces cadors, présents sur le marché depuis 2016, voire plus tôt, s'alignent déjà d'autres tech entrepreneurs qui ont parfois poussé l'originalité plus loin.
Dans le domaine de la santé, il y a la start-up MH-Or, qui fait déjà beaucoup parler d'elle depuis 2017, grâce à son application gratuite de télémédecine « Thea », abréviation de « That Health again ». L'outil conçu par Eloi Hermann Monkam, médecin passionné d'informatique, de design et de création, permet à un patient de se faire conseiller et orienter par un médecin ou un pharmacien, via un smartphone connecté à Internet. Le service fait déjà des émules au Togo, au Tchad et au Maroc. MH-Or

Will & Brothers de William Elong fabrique les premiers drones made in Cameroon, « *25 fois moins chers* » que ceux des marchés étrangers.

collabore avec une quinzaine de médecins et pharmaciens. L'application a d'ailleurs valu à la start-up d'être parmi les cinq finalistes du concours « Start-up of the year 2018 », et de décrocher le prix spécial du groupe marocain Homarcom, décerné le 25 janvier 2018 à Casablanca, au Maroc.
Dans le segment de l'intelligence économique, Will & Brothers a le vent en poupe. La jeune entreprise fondée par William Elong s'est lancée dans la fabrication des premiers drones made in Cameroon, « *25 fois moins chers* » que ceux des marchés étrangers. La start-up annonce également la création de « Cyclop », une nouvelle intelligence virtuelle. En 2016, le jeune entrepreneur, alors âgé de 23 ans, figurait à la 7ème place du classement des 30 jeunes entrepreneurs africains les plus prometteurs de l'année, publié par le magazine américain *Forbes*.



Le Cameroun compte actuellement près d'une centaine de start-ups TIC, clairement établies. Une vraie déferlante.

INTERNET
Dans le domaine de la sécurité routière, le jeune Achiri Arnold Nji séduit des compagnies de transport routier inter-urbain, avec l'application Traveler, dont il est le co-créateur. L'outil mobile qui fonctionne grâce à un système GPS, de collecte et d'analyse de données, le tout connecté à Internet, permet de surveiller en direct la vitesse d'un véhicule, mais également sa trajectoire, ses accélérations ou encore ses arrêts anormaux. Traveler, qui alerte également les secours en cas d'accident est en quelque sorte une boite noire. L'application qui était encore en février 2018 au cœur de négociations avec le Ministère camerounais des transports, qui songe à l'adopter pour combattre les accidents de circulation, a déjà remporté de nombreux prix à l'étranger, notamment le Prix Orange de l'entrepreneur social 2017 et le prix de l'entrepreneur africain 2016. Elle a aussi été lauréate de l'Empowering People Award 2016 de Siemens. Toutes ces start-ups ne sont en somme que la partie visible d'un iceberg qui dévoile au fil des années une masse toujours plus imposante. Au regard du dynamisme que présente l'industrie TIC camerounaise en termes d'innovation, laquelle industrie se heurte encore malheureusement au faible financement public, de nombreux promoteurs de start-ups numériques, qui ont longtemps fait cavaliers seuls, sans grand succès pour la plupart, ont décidé de se regrouper au sein du collectif des start-ups numériques du Cameroun (CSN). Selon Alexandre Gouather, le président de ce regroupement crée à Douala le 21 avril 2018, l'objectif est de structurer, autoréguler, mutualiser les efforts des différents acteurs, porteurs de projets et start-up déjà maturés ; et de porter leur plaidoyer auprès de l'Etat pour qu'il fasse davantage d'efforts pour l'éclosion d'un écosystème plus viable pour tous.

Plusieurs start-ups camerounaises ont déjà fait parler d'elles : Himore Medical d'Arthur Zang, conceptrice de la tablette d'analyse cardiaque à distance ; GiftedMom d'Alain Nteff ; Vairified de Patrick Ehode ; Maviance de Jerry Cheambe ; ou encore Kiro'o Games d'Olivier Guillaume Madiba.

Selon les experts des TIC, l'amélioration de la connectivité data et du taux de pénétration des smartphones à petits prix, gage d'un accès du plus grand nombre de « *clients* » à ces nouveaux service à valeur ajoutée, sont à l'origine de cette véritable déferlante des start-ups observée depuis quelques années au Cameroun.

Muriel Edjo

Le gouvernement intensifie son soutien aux start-ups

Plusieurs actions ont été engagées et de nouvelles sont annoncées pour booster l'entrepreneuriat dans le secteur des TIC, conformément au vœu formulé par le président de la République de voir l'économie numérique se développer au Cameroun.

En termes d'investissement dans les porteurs de projets TIC et start-ups, 2016 représente l'année du grand réveil du gouvernement camerounais. L'Etat est, en effet, sorti de sa torpeur à travers l'organisation de nombreuses rencontres destinées à la promotion de l'innovation et des tech entrepreneurs, à la construction d'un environnement de travail et des affaires plus approprié. Il s'est aussi engagé, parfois aux côtés de partenaires privés, dans le développement des aptitudes des porteurs de projets TIC, en matière d'entrepreneuriat et de recherche des financements.

Le 19 février 2016, une session interactive d'échanges avec de jeunes porteurs de projets TIC des villes de Yaoundé, Douala, Bafoussam, Bamenda et Garoua, a été organisée par le Ministère des postes et télécommunications (Minpostel). Cette initiative a été suivie, quelques jours

« Le Village Android », organisé par le Ministère des postes et télécommunications, a permis de révéler au public et aux potentiels investisseurs de nombreux talents dans le domaine de l'économie numérique.

plus tard, par « le Village Android ». Cette manifestation organisée par le Minpostel, du 16 au 18 mai 2016 à l'esplanade du Musée national, en marge de la conférence « Investir au Cameroun, terre d'attractivités », a permis de révéler au public et aux potentiels investisseurs de nombreux talents dans le domaine de l'économie numérique.
Les 03 et 04 mars 2016, les premières Journées nationales du numérique ont servi de cadre d'échanges sur diverses thématiques en rapport avec l'avènement de l'économie numérique au Cameroun, notamment le soutien multiforme à apporter aux start-ups, futures sources d'emplois pour les jeunes et de création de richesses pour le pays. Deux mois plus tard, le Minpostel investissait dans un nouveau concept pour accompagner les jeunes porteurs de projets TIC résidant hors des grandes villes. Les « Matinées départementales du numérique » ont alors connu leur première édition le 23 juin 2016 à Ebolowa, puis ont été étendues à Eséka le 27 août, pour se poursuivre ensuite à Ndop, le 03 septembre 2016. L'initiative est devenue un rendez-vous.

AVENIR PROMETTEUR

En 2017, le gouvernement, à travers le Minpostel, a conservé son engouement pour les porteurs de projets TIC et les start-ups, à travers une nouvelle série d'actions ciblées. L'année a ainsi démarré avec « le Globe-trotter de l'économie numérique », organisé du 06 au 09 février 2017. La rencontre qui a regroupé de nombreux jeunes porteurs de projets TIC de Yaoundé et ses environs, a servi de cadre à des activités de conseil et de mentorat, menées par des partenaires techniques retenus par le Minpostel.
Puis, du 15 au 17 mai 2017, la ville de Yaoundé a abrité le Forum international sur l'économie numérique au Cameroun. L'événement, qui a connu la participation de nombreux investisseurs internationaux, a été pour plusieurs start-ups l'opportunité de vanter leur spécificité et leur savoir-faire. Au-delà de la promotion des innovateurs camerounais, le forum a également été l'occasion pour l'Etat d'accentuer sa réflexion, avec l'appui d'experts internationaux, sur les meilleures stratégies à déployer pour favoriser le développement des start-ups locales.
Au terme de la rencontre internationale, plusieurs recommandations formulées laissent d'ailleurs entrevoir un avenir radieux pour les tech entreprises. Parmi ces recommandations, figurent entre autres la révision du code des investissements, afin de permettre aux start-ups de bénéficier des financements ; la révision de la taxation en matière de douane et de TVA pour les équipements informatiques et logiciels en vue d'en favoriser l'acquisition par les jeunes entrepreneurs ; la mise en place d'un cadre juridique facilitant le développement du capital-risque et le *crowdfunding*, tout en protégeant les projets innovants ; la création d'incubateurs de projets au sein des structures de formation dans le domaine des TIC.
Pour ce dernier point, le gouvernement a déjà créé deux incubateurs. Le premier, le Technopole Sup-valor, est abrité depuis 2009 par l'Ecole nationale supérieure polytechnique (ENSP) de l'université de Yaoundé I. Le second, crée en 2016, est abrité par l'Ecole nationale supérieure des postes et TIC (SUP'PTIC) de Yaoundé. Grâce à une enveloppe de 150 millions de francs CFA fournie par le ministre des Petites et Moyennes Entreprises, cette seconde structure a pu financer de nombreux projets TIC en 2017. Dans le même temps, dès octobre 2017, le Ministère des télécoms a sponsorisé la formation de 2000 porteurs de projets TIC par la start-up Kiro'o Games, premier studio de jeu vidéo en Afrique centrale.

Depuis octobre 2017, le Ministère des télécoms sponsorise la formation de 2000 porteurs de projets TIC par la start-up Kiro'o Games.

Muriel Edjo

Cameroun, pilier majeur de la Cemac

Le rôle avant-gardiste du pays a su donner l'impulsion nécessaire à l'effectivité de l'intégration sous-régionale.

Grâce à sa situation géographique, le Cameroun fait office de carrefour logistique pour plusieurs pays voisins.

C'est un fait vérifiable. Le Cameroun est la locomotive de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cemac), laquelle est constituée du Congo, de la Centrafrique, du Gabon, de la Guinée équatoriale et du Tchad. Morceau choisi : à l'issue du sommet des chefs d'Etat de la Cemac tenu le 31 octobre 2017 à N'Djamena, au Tchad, le président camerounais Paul Biya a été félicité par tous ses pairs (Idriss Déby, Sassou Nguesso, Obiang Nguema…) pour avoir « joué un rôle important dans le processus d'intégration sous-régionale ». Du fait de son rôle avant-gardiste, M. Biya, selon les chefs d'Etat de la Cemac, a su donner l'impulsion nécessaire à l'effectivité de la libre circulation intégrale au sein de la communauté.
L'on se souvient que c'est dès l'adoption par les chefs d'Etat de l'acte additionnel du 25 juin 2013, rendant exécutoire la libre circulation des personnes et des biens au sein de la Cemac, que le Cameroun y a adhéré. Egalement, face à la crise économique aiguë qui menace la sous-région, en raison de la chute drastique des cours des matières premières, c'est à l'initiative de Paul Biya que le sommet extraordinaire du 23 décembre 2016 s'est tenu à Yaoundé. Naturellement, grâce à sa situation géographique, le Cameroun fait office de carrefour logistique pour plusieurs pays voisins. Les transports terrestre et fluvial des marchandises, à travers les routes, le port de Kribi, celui de Douala, le rail, sont essentiels pour des pays sans littoral comme le Tchad et la Centrafrique. A preuve, en lançant ses activités en Afrique centrale à partir de Douala, le 24 janvier 2017, Jean François Torre, président du groupe français de logistique AltéAd avait déclaré que le Cameroun est « *une destination de choix de par sa position géographique, la qualité de ses hommes, sa stabilité politique* ».

Au plan financier, c'est la Banque des Etats de l'Afrique centrale (Beac) qui révèle dans rapport 2017 que le Cameroun détient près de 61% du total d'un montant de 2551,8 milliards FCFA appartenant à la Cemac, dans le compte d'opérations auprès du Trésor français. Les avoirs auprès du Trésor français pour assurer les importations, se répartissent comme suit entre les Etats membres de la Cemac et la Banque centrale : la Beac dispose de 441,609 milliards FCFA ; le Cameroun, 1579,571 milliards FCFA ; le Congo, 138,338 milliards FCFA ; le Gabon, 383,667 milliards FCFA ; la Guinée équatoriale, -50,809 milliards FCFA et le Tchad a aussi un solde négatif de -118,421 milliards FCFA.
Le Cameroun, c'est aussi la future place boursière de la sous-région. Car, au plus tard le 30 juin 2019, la Bourse des valeurs mobilières de l'Afrique centrale (Bvmac) au Gabon et la Bourse de Douala (Cameroun) doivent procéder à leur fusion. Le siège de la Bourse régionale sera donc transféré de Libreville à Douala. Dans le sens inverse, le siège de la Commission des marchés de la sous-région Cemac sera à Libreville. Pour l'heure, la Commission des marchés financiers (CMF) indique qu'elle va vers l'intégration avec des actifs importants : trois actions (147,6 milliards FCFA) et cinq obligations d'un montant de 272,9 milliards FCFA, soit un total de 420,585 milliards. Or, il n'y a que quelques obligations du côté de la Bvmac.

Sylvain Andzongo

DOUALA 28, 29 JUIN 2018

INSCRIPTIONS OUVERTES

SOUS L'ÉGIDE DU

MINISTÈRE DES FINANCES
CAMEROUN

CONFERENCE

AFRICA

350 PARTICIPANTS 25 INTERVENANTS 30 PAYS

BANKING FORUM

EXPOSITION

SPONSORS SILVER

Capital Banking Solutions · sage · UnionPay International

EN COLLABORATION AVEC

APECCAM

PARTENAIRE SCIENTIFIQUE

MAZARS

SPONSORS BRONZE

sab · sopra banking · mega · FICO · TONBELLER · VITALIS · OLYMPIC · BW FACTORING

PARTENAIRE MEDIA

INVESTIR AU CAMEROUN

Accès libre aux PDG, DG, DSI et Directeurs monétiques des banques africaines

Informations
courrier@i-conferences.org / +212 5 22 36 95 15

www.i-conferences.org

Après Marrakech, Tunis, Abidjan et Dakar, **Douala vous donne rendez-vous pour la 10ème édition.**

IL Y A DU SERVICE DANS L'AIR

La valeur n'attend pas le nombre des années. 2 ans au compteur, un personnel hautement qualifié, des appareils régulièrement révisés, des valeurs , une vision, un sourire, l'étoile du Cameroun est bel et bien lancée sur sa trajectoire. Voyagez sereins, voyagez Camair-co.

Une nation, une compagnie, une étoile. Camair-co.

www.camair-co.cm

Camair-Co

L'étoile du Cameroun